



FAÇONNER L'AVENIR DE LA FORMATION



Rapport du deuxième trimestre 2017

RAPPORT FINANCIER
pour le trimestre clos le 30 septembre 2016

Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
3	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
11	4. Variations du change
12	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
15	6. Résultats consolidés
18	7. Résultats par secteur
25	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
26	9. Situation financière consolidée
28	10. Regroupements d'entreprises
29	11. Modifications de méthodes comptables
29	12. Contrôles et procédures
30	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

31	État consolidé de la situation financière
32	État consolidé du résultat net
33	État consolidé du résultat global
34	État consolidé des variations en capitaux propres
35	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

36	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
37	Note 2 – Modifications de méthodes comptables
38	Note 3 – Actifs nets détenus en vue de la vente et activités abandonnées
38	Note 4 – Regroupements d'entreprises
39	Note 5 – Créances clients et autres débiteurs
40	Note 6 – Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
40	Note 7 – Aide gouvernementale
41	Note 8 – Capital-actions, résultat par action et dividendes
41	Note 9 – Rémunération du personnel
42	Note 10 – Autres (pertes) profits – montant net
42	Note 11 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
43	Note 12 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
43	Note 13 – Juste valeur des instruments financiers
46	Note 14 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
48	Note 15 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 635,5 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement à 616,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est élevé à 48,3 millions \$ (0,18 \$ par action) au deuxième trimestre, comparativement à 75,3 millions \$ (0,28 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers* était de 55,5 millions \$ (0,21 \$ par action) au deuxième trimestre, comparativement à 47,7 millions \$ (0,18 \$ par action) l'an dernier.

« Nous avons eu de bons résultats au cours du deuxième trimestre et nous sommes sur la bonne voie pour atteindre nos perspectives de croissance pour l'exercice au complet », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Je suis heureux des progrès accomplis dans l'exécution de notre stratégie de croissance dans nos trois secteurs d'activités. Notamment dans le secteur Civil, nous avons enregistré un taux d'utilisation plus élevé des centres de formation, une croissance stable du résultat opérationnel et des prises de commandes solides, ce qui témoigne de notre position forte et des possibilités d'affaires au sein d'un important marché. Nos clients peuvent compter sur CAE en tant que partenaire de choix pour la formation et continuent d'être réceptifs à l'égard de nos solutions uniques. Pour l'ensemble des secteurs de CAE, nous avons reçu 747 millions \$ en commandes au cours du trimestre pour un nouveau carnet de commandes record de 6,5 milliards \$. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se chiffrent à 354,7 millions \$ au deuxième trimestre, en baisse de 3 % comparativement à la même période l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 54,2 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 8 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier. Le deuxième trimestre inclut l'incidence d'un changement au niveau de la comptabilisation des produits des activités ordinaires découlant de la standardisation de certains types de simulateurs d'avions commerciaux. Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel du secteur Civil, si ajustés* en fonction de l'incidence de ce changement, auraient été de 370,0 millions \$ et de 58,1 millions \$ respectivement. Le taux d'utilisation* de nos centres de formation civile est de 70 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé une série de contrats portant sur des solutions de formation d'une valeur de 457,6 millions \$, y compris la vente de 12 simulateurs de vol (FFS). Après la clôture du trimestre, le secteur Civil a vendu cinq autres simulateurs de vol à un important transporteur chinois, ce qui porte à 26 le nombre de simulateurs de vol dont CAE a annoncé la vente depuis le début de l'exercice 2017. Le secteur Civil a également signé des accords de formation à long terme avec des clients, notamment une société de gestion d'avions d'affaires TAG Aviation, un important exploitant européen d'avions d'affaires dont l'identité demeure confidentielle et des compagnies aériennes commerciales, soit Air Georgian et Japan Airlines.

Le ratio des commandes/ventes* du secteur Civil s'est établi à 1,29 ce trimestre et à 1,22 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil a atteint un nouveau record, soit 3,3 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 253,2 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 12 % par rapport à la même période l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 29,0 millions \$ (11,5 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 2 % comparativement au deuxième trimestre l'an dernier.

Les principaux contrats obtenus par le secteur Défense ce trimestre incluent des systèmes d'entraînement et des services de soutien sur une série de plateformes ayant une longue durée de vie, notamment les avions télépilotes MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper, et les avions de ravitaillement KC-135 de la U.S. Air Force. Les commandes incluent également des solutions d'entraînement destinées à la U.S. Navy sur l'hélicoptère MH-60R/S et l'avion de transport léger T-44C. Au total, le secteur Défense a reçu des commandes d'une valeur de 261,5 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un ratio des commandes/ventes de 1,03. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,95. Le carnet de commandes du secteur Défense se chiffre à 3,2 milliards \$ à la fin du trimestre.

Santé

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se chiffrent à 27,6 millions \$ au deuxième trimestre, comparativement à 25,4 millions \$ à la même période l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel est de 2,6 millions \$ comparativement à 1,5 million \$ au deuxième trimestre l'an dernier.

Le deuxième trimestre a été caractérisé par l'utilisation marquée des solutions de CAE dans le secteur clinique. Le secteur Santé a vendu ses solutions de formation à un important fabricant de dispositifs médicaux aux États-Unis, et a également amorcé une collaboration avec un autre fabricant de dispositifs médicaux pour promouvoir la formation à l'échographie au chevet du patient pour l'évaluation et le diagnostic. Plus récemment, le simulateur d'échographie Vimedix de CAE Santé a été utilisé dans le cadre du processus d'examen menant à l'obtention du diplôme européen d'échocardiographie pour les médecins dans le cadre du congrès annuel de la European Society of Intensive Care Medicine.

Autres points saillants financiers

Les éléments particuliers de 7,2 millions \$ (montant net après impôt) ce trimestre tiennent compte de la restructuration, complétée ce trimestre, liée au programme d'amélioration des processus qui a été mis en place l'an dernier, ainsi que des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition liés à l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT).

Les flux de trésorerie disponibles* provenant des activités poursuivies se chiffrent à 27,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 101,7 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Les flux de trésorerie disponibles pour le premier semestre de l'exercice atteignent 42,8 millions \$, comparativement à 40,5 millions \$ pour la même période l'an dernier.

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 9,5 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 16 %, comparativement à 21 % au deuxième trimestre l'an dernier, abstraction faite des éléments fiscaux non récurrents. La baisse du taux d'impôt ce trimestre est essentiellement attribuable au changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance* ont totalisé 58,8 millions \$ ce trimestre.

La dette nette* a clôturé le deuxième trimestre à 922,7 millions \$, pour un ratio de la dette nette sur le capital* de 32,1 %. À la clôture du dernier trimestre, la dette nette était de 880,3 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital était de 31,6 %.

Le rendement du capital utilisé* (RCU) a atteint 10,7 % au deuxième trimestre, comparativement à 11,0 % l'an dernier.

CAE versera un dividende de 8 cents par action le 30 décembre 2016 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 décembre 2016.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, CAE a racheté et annulé 829 100 actions ordinaires aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 17,20 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 14,3 millions \$.

Incidence de la standardisation de certains types de simulateurs sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires

Le programme d'amélioration des processus de CAE entraîne la standardisation de certains types de simulateurs d'avions commerciaux. Pour les simulateurs standardisés, la méthode de comptabilisation en fonction de l'avancement des travaux n'est plus utilisée et ainsi, l'entreprise comptabilise les revenus une fois ces simulateurs terminés, et ce, depuis le début de l'exercice 2017. Pour faciliter la comparaison des résultats, la direction a fourni l'incidence trimestrielle de ce changement sur les produits des activités ordinaires du groupe Civil (Produits des activités ordinaires ajustés* – Civil), le résultat opérationnel sectoriel du groupe Civil (Résultat opérationnel sectoriel ajusté* – Civil), et le résultat par action (Résultat par action avant les éléments particuliers et ajusté en fonction de l'incidence de la standardisation des simulateurs sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires*).

Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Nous calculons l'incidence du changement sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires découlant de la standardisation de certains types de simulateurs en ajustant la comptabilisation des produits des activités ordinaires – Civil, le résultat opérationnel sectoriel – Civil et le résultat par action une fois ces simulateurs terminés comparativement aux mêmes données qui auraient autrement été comptabilisées selon la méthode de l'avancement des travaux.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2017 demeurent inchangées

CAE prévoit toujours enregistrer une croissance des revenus et du résultat opérationnel dans tous les secteurs au cours de l'exercice 2017. Cette croissance proviendra principalement du secteur Civil, qui devrait atteindre un taux annuel plus élevé d'utilisation de ses centres de formation et une croissance du résultat opérationnel légèrement au-dessus de 10 %. CAE continue de prévoir une croissance modeste dans le secteur Défense et une croissance à deux chiffres du côté de Santé. CAE s'attend à ce que le niveau des dépenses d'investissement en immobilisations au cours de l'exercice 2017 demeure relativement stable par rapport à l'exercice précédent (117,8 millions \$), à l'exception de l'ajout d'environ 100 millions \$ en investissement en capital pour le programme d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de la U.S. Army. Ce programme devrait être prêt pour la formation d'ici la fin de l'exercice financier. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur l'accueil réservé par les clients à l'égard des solutions de formation de CAE ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion du deuxième trimestre et dans le rapport de gestion de l'exercice 2016 de CAE.

* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2016

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017

Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 635,5 millions \$ ce trimestre, en baisse de 16,1 millions \$, soit 2 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 18,7 millions \$, soit 3 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016;
- Au premier semestre de l'exercice 2017, les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 1 287,1 millions \$, en hausse de 113,3 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2016

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 48,3 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 68,7 millions \$ (soit 0,25 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 20,4 millions \$, soit 30 %, et comparativement à 75,3 millions \$ (soit 0,28 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 27,0 millions \$, soit 36 %;
- Au premier semestre de l'exercice 2017, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 117,0 millions \$ (soit 0,43 \$ par action), par rapport à 120,2 millions \$ (soit 0,45 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 3,2 millions \$, soit 3 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société pour le trimestre écoulé sont des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,6 millions \$ (7,2 millions \$ après impôt, soit 0,03 \$ par action). Le résultat net avant les éléments particuliers¹ s'est établi à 55,5 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers¹ a totalisé 0,21 \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à 70,9 millions \$ (soit 0,26 \$ par action) au trimestre précédent et à 47,7 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2016;
- Au premier semestre de l'exercice 2017, les éléments particuliers ont totalisé 12,7 millions \$ (9,4 millions \$ après impôt, soit 0,04 \$ par action). Le résultat net avant les éléments particuliers s'est établi à 126,4 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers a totalisé 0,47 \$, par rapport à 98,3 millions \$ (soit 0,37 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponibles¹ liés aux activités poursuivies de 27,3 millions \$ ce trimestre, en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 56,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 54,2 millions \$ au trimestre précédent et à 126,3 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 8,8 millions \$ ce trimestre, à 16,1 millions \$ au trimestre précédent et à 16,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 20,3 millions \$ ce trimestre, 19,0 millions \$ au trimestre précédent et 12,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 88,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a augmenté de 17,3 millions \$ pour s'établir à 326,1 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 38,8 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 45,2 millions \$ et de 13,2 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 922,7 millions \$ à la fin du trimestre écoulé, comparativement à 880,3 millions \$ à la fin du trimestre précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,17 (ratio de 1,29 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,03 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,10 (ratio de 1,22 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,95 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 746,7 millions \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à 703,0 millions \$ au trimestre précédent et à 826,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2016;
- Le carnet de commandes total², qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 6 535,0 millions \$ au 30 septembre 2016.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur de 457,6 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 12 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 261,5 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 27,6 millions \$.

AUTRES

- Notre récent programme d'amélioration des processus a pour effet de standardiser certains types de simulateurs d'avions commerciaux. La comptabilisation selon la méthode de l'avancement des travaux n'étant plus appropriée pour les simulateurs standardisés, nous avons donc commencé à comptabiliser les produits des activités ordinaires à l'achèvement de ces simulateurs à l'exercice 2017.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2017* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2017;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2016;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 novembre 2016 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion), ainsi que les états financiers intermédiaires consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2016. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de 2017. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers intermédiaires consolidés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 et à nos états financiers consolidés audités annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2016 vise également à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Événement postérieur à la date de clôture;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- S'il est fort probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles, des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel 2016. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec 8 000 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.3 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des sociétés médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous sommes en position unique pour répondre aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans 30 pays et, grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 269 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme le système de formation de prochaine génération, qui améliorera la qualité et l'efficacité de la formation par l'entremise de l'intégration dans la formation de connaissances axées sur les données sur les vols et la simulation jusqu'ici inexploitées. En tant que chef de file du secteur de la formation, nous poursuivons notre stratégie de recrutement, de perfectionnement et de maintien en poste des meilleurs instructeurs, qui représentent notre deuxième groupe d'employés en importance, après les ingénieurs. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec huit écoles de pilotage et un parc de plus de 165 avions. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité et fiabilité sont les caractéristiques qui distinguent la marque CAE dans le domaine de la simulation de vol, et nous sommes le chef de file mondial en matière de développement de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Nous offrons également le meilleur soutien qui soit grâce à une gamme complète de services et à notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes

La formation dans le secteur de l'aviation civile est un marché essentiellement récurrent en raison d'un environnement fortement réglementé en vertu de normes mondiales et nationales, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Ces exigences de formation obligatoires et récurrentes sont réglementées par les autorités réglementaires aéronautiques nationales et internationales telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et la Federal Aviation Administration (FAA).

Au cours des dernières années, les modes d'attestation des pilotes et l'évolution des exigences réglementaires sont devenus de plus en plus rigoureux, augmentant le recours à la formation fondée sur la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL) et les exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires

Nous disposons d'une grande marge de manœuvre dans le marché des services de formation, grâce à la demande à long terme soutenue pour des professionnels de l'aviation qualifiés. La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de pénurie des pilotes, l'évolution de la réglementation et de l'environnement de formation et les programmes d'appareils en cours. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

De concert avec l'International Air Transport Association (IATA), la FAA et l'AESA ont annoncé de nouvelles exigences de formation des pilotes visant à prévenir les pertes de contrôle. Ces exigences en matière de prévention et de rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) visent une meilleure formation des pilotes de manière à leur permettre de faire face à des événements imprévus pouvant donner lieu à une perte de contrôle (LOC). Selon l'IATA, 97 % des accidents survenus entre 2010 et 2014 en raison d'une perte de contrôle en vol (LOC-I) ont entraîné la mort de passagers ou de membres d'équipage. Voilà pourquoi la LOC-I est un défi important dans le domaine de la sécurité aérienne qui a été relevé de façon prioritaire. En conséquence, tous les exploitants de jets d'affaires et toutes les compagnies aériennes sont tenus d'adopter des procédures d'UPRT – à compter de mai 2016 en Europe et au plus tard en mars 2019 aux États-Unis.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance à long terme du trafic aérien donne lieu à une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 4,2 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour les neuf premiers mois de l'année civile 2016, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,9 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année civile 2015. Certains marchés continuent d'afficher de meilleures performances; le trafic passager ayant progressé de 11,2 % au Moyen-Orient et de 8,7 % en Asie, alors qu'il s'est accru de 3,7 % en Europe, de 3,6 % en Amérique latine et de 3,3 % en Amérique du Nord.

Il existe un lien étroit entre le niveau de rentabilité des entreprises du secteur de l'aviation d'affaires, la croissance économique et la demande pour les vols d'avions d'affaires. Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une modeste progression de 1,3 % au cours des 12 derniers mois. La baisse de la rentabilité dans les marchés producteurs de pétrole a contribué au ralentissement de la croissance dans le secteur de l'aviation d'affaires. Selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a diminué de 1,5 % au cours des 12 derniers mois.

Pour ce qui est des solutions de formation sur hélicoptères, la demande est principalement tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz, puisque les exploitants d'hélicoptères œuvrant dans ce secteur constituent la majorité de la clientèle de ce segment de formation relativement restreint. La baisse prolongée des prix du pétrole a donné lieu à une diminution de la demande des exploitants d'hélicoptères extracôtiers.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Croissance du parc d'avions commerciaux en service

En tant que fournisseurs de solutions de formation intégrées, notre croissance à long terme est étroitement liée au parc d'avions commerciaux en service.

Le parc mondial d'avions commerciaux a progressé à un taux annuel moyen de 3,2 % au cours des 20 dernières années et devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. De septembre 2015 à septembre 2016, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 4,2 %, affichant une hausse de 7,2 % en Asie, de 6,6 % au Moyen-Orient et de 4,4 % en Europe, alors qu'elle a enregistré une croissance modeste de 2,3 % en Amérique du Nord et est demeurée relativement stable en Amérique latine.

Notre solide fossé concurrentiel, composé de notre vaste réseau mondial de formation, des meilleurs instructeurs, de programmes de formation complets et de solides partenariats avec les transporteurs aériens en matière de formation, nous permet de combler les besoins en formation découlant d'une flotte croissante d'avions commerciaux en service.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de notre leadership technologique et de notre savoir-faire, notamment les FFS de Série CAE 7000XR et les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, pour fournir des solutions de formation qui répondent aux besoins de formation croissants des transporteurs aériens qui continuent d'exploiter leurs propres centres de formation.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs a donné lieu à une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Dans une étude publiée en 2011, l'OACI conclut que quelque 26 000 nouveaux pilotes seront nécessaires chaque année à l'échelle mondiale d'ici 2030 pour soutenir la croissance du trafic passagers. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (LVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement LVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotés, aussi appelés systèmes aériens sans pilote (UAS). Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le contrat portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval pour la marine des Émirats arabes unis et la livraison d'un système d'entraînement aux missions navales à la marine suédoise. Nous offrons également des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre la formation réelle, virtuelle et constructive de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement LVC, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une composante d'une telle solution. Intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions de LVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous continuons d'accroître notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada (NFTC) et de programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients

CAE génère une proportion élevée d'activités récurrentes grâce à sa position de premier plan sur des plateformes durables, notamment aux termes de contrats de services à long terme. La majorité des forces de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis ont ralenti la production de nouvelles plateformes et reporté à plus tard les nouvelles acquisitions, ce qui a poussé les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde, sa position de partenaire de choix pour des programmes comme l'Aircrew Training System axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force et l'entraînement des équipages des MQ-1 Predator/MQ-9 Reaper de même qu'à son expérience sur des plateformes durables clés, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien. De plus, il existe une forte demande pour des plateformes durables, dont le C-130, le P-8A, le MH-60R et les MQ-1/MQ-9, dans des marchés mondiaux de la défense, représentant ainsi des occasions de fournir des nouveaux systèmes et services d'entraînement pour des plateformes pour lesquelles CAE possède une vaste expérience.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique

Le recours accru à la formation synthétique par les forces de défense est l'un des moteurs de l'expertise et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique pour une tranche plus élevée de leur programme en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré d'entraînement en vol; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique est en progression. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils existantes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et le programme pour certains nouveaux appareils comme le P-8A est articulé autour de la formation synthétique à hauteur d'environ 70 %. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices d'entraînement sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre l'entraînement en vol et la formation LVC afin de consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. CAE a par exemple obtenu des contrats aux termes du programme axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force pour appuyer les opérations de mission en mode distribué de la Force de mobilité aérienne. CAE modernise une gamme de dispositifs d'entraînement des équipages du KC-135 afin qu'ils puissent être utilisés sur le réseau du centre d'entraînement distribué de la U.S. Air Force, leur permettant ainsi de réaliser un entraînement distribué sur des ravitailleurs virtuels.

Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes d'entraînement nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système d'entraînement dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur indépendant de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. L'intégrateur de systèmes de formation tient compte des facteurs réels, virtuels et constructifs pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance

L'efficacité que tirent nos clients de la sous-traitance de leurs services d'entraînement et de soutien est un autre facteur déterminant du savoir-faire et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements continuent de trouver des moyens de réduire les coûts sans nuire aux niveaux de préparation pour permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir et qui s'aligne parfaitement avec la stratégie de CAE visant la croissance de services récurrents à long terme. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de solutions d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement, pour un investissement en capital moins élevé, et qu'elle soutient l'entraînement nécessaire à l'atteinte du niveau de préparation souhaité. Par exemple, nous poursuivons la construction de notre nouveau centre d'entraînement de Dothan, en Alabama, qui appuiera le programme d'entraînement en vol pour les avions à voilure fixe de l'armée américaine, et CAE offrira des services complets de formation en classe, sur simulateur et en vol à l'armée américaine, à la U.S. Air Force et à d'autres clients. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services d'entraînement deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégrées et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions, et pour assurer l'intégration et la mise en réseau de systèmes de formation disparates afin que les forces militaires puissent s'entraîner dans un monde virtuel. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son programme d'entraînement actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra l'entraînement des équipages dans un espace de combat virtuel. Les forces de défense des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie ont publié des stratégies similaires. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, qui facilitent l'entraînement aux missions intégrées et en réseau.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement

Nous sommes un important partenaire pour les fabricants OEM grâce à notre expérience, à notre présence mondiale et à nos technologies innovatrices. Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale en systèmes d'entraînement. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A et a confié à CAE la conception et le développement de dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy et la Royal Australian Air Force. Boeing continue de commercialiser le P-8A à l'échelle internationale et a récemment conclu un contrat visant la livraison du P-8A au Royaume-Uni, ce qui créera de nouvelles occasions pour CAE. Parmi les autres exemples des relations qu'entretient CAE avec les fabricants OEM quant à des plateformes qui créent des occasions d'affaires, mentionnons les partenariats avec Airbus Defence & Space pour le C295, qui est offert au Canada en vertu du projet de remplacement d'aéronefs de recherche et sauvetage à voilure fixe, avec Leonardo-Finmeccanica pour la formation sur avion de chasse d'entraînement M-346, qui est offert aux États-Unis par une équipe dirigée par Raytheon en tant que T-100 en vertu du programme T-X de la U.S. Air Force, avec Lockheed Martin pour l'appareil de transport C-130J Super Hercules, que plusieurs divisions de la U.S. Air Force et de forces militaires internationales sont en voie d'acquiescer, et avec General Atomics pour les aéronefs télépilotes Predator. Nous faisons également partie de l'Équipe Seahawk, de concert avec l'U.S. Navy et des sociétés comme Lockheed Martin/Sikorsky, laquelle offre l'hélicoptère MH-60R en vertu du programme de ventes militaires à l'étranger à des clients internationaux.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement Lucina, qui permet de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçu pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous offrons notamment des services et un soutien continus de même qu'un accès illimité et exclusif à la formation. Nous offrons des solutions de gestion de centres de simulation pour la formation en soins de santé, où nous sommes un chef de file sur le marché.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients. Notre Académie Santé s'est associée à l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning (INACSL) pour mettre en place un programme avancé de simulation fondé sur les meilleures pratiques internationales en matière de simulation dans le secteur des soins de santé, lequel compte des groupes d'étudiants aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé, et nous collaborons avec des sociétés de dispositifs médicaux et des associations professionnelles pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. Par exemple, nous avons conclu un partenariat avec l'American Society of Anesthesiologists visant l'élaboration d'un produit de simulation sur écran à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme, qui devrait être lancée au début de l'année civile 2017, offrira la formation liée au maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous permettra d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation. En outre, par l'intermédiaire d'un partenariat sectoriel avec une société de dispositifs médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans le secteur des soins de santé

Des évaluations indépendantes du marché mondial de la simulation dans le secteur des soins de santé, portant sur les produits et les services, établissaient à environ 860 millions \$ la valeur du marché en 2014 et indiquent que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel de plus de 10 %. L'Amérique du Nord est le plus important marché de la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie. La demande internationale pour la formation fondée sur la simulation prend de l'ampleur, et nous atteignons des marchés nouveaux et émergents grâce à plus de 65 distributeurs dans le monde. Le marché de la simulation en soins de santé comprend les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'intervention, dispositifs de formation aux tâches moyennes ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, la demande importante en services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle moyenne des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimulera la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

Selon une nouvelle étude effectuée par des chercheurs en sécurité des patients et publiée dans le *British Medical Journal* en mai 2016, les erreurs médicales commises dans les hôpitaux et dans d'autres établissements de santé sont la troisième cause de décès aux États-Unis. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification MOCA, d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans les programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique et permet aux étudiants de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique ainsi que d'être exposés à des événements plus rares comportant un risque de complications plus élevé. En 2014, le U.S. National Council of State Boards of Nursing (NCSBN) a publié une étude révolutionnaire sur l'efficacité de la formation fondée sur la simulation dans les programmes de formation en soins infirmiers préalables à l'obtention du permis d'exercer. Entre autres, l'étude montrait que les étudiants en soins infirmiers qui passaient jusqu'à 50 % de leurs heures cliniques dans un environnement de simulation de qualité étaient aussi bien préparés à l'exercice de leur profession que les étudiants qui avaient acquis la totalité de leur expérience dans un environnement clinique traditionnel.

La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'échographie Vimedix est doté de plus de 200 pathologies en cardiologie, médecine d'urgence et obstétrique/gynécologie. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de formation d'équipes interprofessionnelles, de réponse à une catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2016	30 juin 2016	Augmentation / (diminution)	31 mars 2016	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,31	1,30	1 %	1,30	1 %
Euro (€)	1,47	1,44	2 %	1,48	(1) %
Livre sterling (£)	1,71	1,72	(1) %	1,87	(9) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2016	30 juin 2016	Augmentation / (diminution)	30 septembre 2015	Diminution
Dollar américain (\$ US)	1,30	1,29	1 %	1,31	(1) %
Euro (€)	1,46	1,46	-	1,46	-
Livre sterling (£)	1,71	1,85	(8) %	2,03	(16) %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 9,4 millions \$ des produits des activités ordinaires du trimestre écoulé et de 1,1 million \$ du résultat net par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016. Au premier semestre de l'exercice 2017, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 6,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,4 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2016. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

– Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres. Nous appliquons la comptabilité de couverture d'investissements nets de manière à couvrir nos investissements nets dans nos entités aux États-Unis. Nous avons désigné une tranche du montant en capital de nos placements privés libellés en dollars américains comme élément de couverture de ces investissements.

– Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous exerçons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des fluctuations des taux de change, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et que le carnet de commandes est néant.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure conforme aux PCGR additionnelle qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel total

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi que des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – deuxième trimestre de l'exercice 2017

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Produits des activités ordinaires	635,5	651,6	722,5	616,3	616,8 \$
Coût des ventes	448,6	461,6	511,9	447,8	457,6 \$
Marge brute ³	186,9	190,0	210,6	168,5	159,2 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	29,4	29,2	29,1	27,3	25,8 %
Frais de recherche et de développement ³	25,9	25,0	26,5	20,0	20,3 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	84,3	80,6	88,9	81,5	69,3 \$
Autres pertes (profits) – montant net	3,7	2,7	(10,8)	(6,7)	(2,0) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(12,8)	(10,4)	(10,6)	(12,9)	(8,4) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	9,6	3,1	16,8	2,0	2,4 \$
Résultat opérationnel ³	76,2	89,0	99,8	84,6	77,6 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	12,0	13,7	13,8	13,7	12,6 %
Produits financiers	(2,8)	(2,3)	(2,8)	(2,4)	(2,3) \$
Charges financières	20,7	22,0	21,2	21,4	21,4 \$
Charges financières – montant net	17,9	19,7	18,4	19,0	19,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	58,3	69,3	81,4	65,6	58,5 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	9,5	(0,1)	19,3	8,5	(17,2) \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	16	-	24	13	(29) %
Résultat des activités poursuivies	48,8	69,4	62,1	57,1	75,7 \$
Résultat des activités abandonnées	0,1	(0,1)	(2,4)	(0,2)	(6,5) \$
Résultat net	48,9	69,3	59,7	56,9	69,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	48,3	68,7	61,2	57,9	75,3 \$
Activités abandonnées	0,1	(0,1)	(2,4)	(0,2)	(6,5) \$
	48,4	68,6	58,8	57,7	68,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,7	0,9	(0,8)	0,4 \$
	48,9	69,3	59,7	56,9	69,2 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,18	0,25	0,23	0,21	0,28 \$
De base et dilué – activités abandonnées	-	-	(0,01)	-	(0,02) \$
	0,18	0,25	0,22	0,21	0,26 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en baisse de 16,1 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont diminué de 16,9 millions \$, soit 5 %, ce qui s'explique en grande partie par la baisse saisonnière du taux d'utilisation de simulateurs, surtout en Europe et en Amérique, et par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 4,1 millions \$, soit 2 %, essentiellement du fait de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Amérique du Nord, neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 4,9 millions \$, soit 22 %, d'abord et avant tout en raison de la hausse des produits des activités ordinaires dans toutes les catégories de produits et de services.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 18,7 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 27,0 millions \$, soit 12 %, essentiellement en raison de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise en septembre 2015, et de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, facteurs neutralisés en partie par la baisse du niveau d'activité à l'égard des programmes nord-américains;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 2,2 millions \$, soit 9 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulation;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont diminué de 10,5 millions \$, soit 3 %, en grande partie du fait de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison du report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus, et du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes. La baisse a été annulée en partie par l'augmentation du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Amérique et par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de LMCFT, acquise au trimestre précédent.

Produits des activités ordinaires poursuivies de 1 287,1 millions \$ au premier semestre de l'exercice, en hausse de 113,3 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 87,4 millions \$, soit 21 %, essentiellement en raison de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB et de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Europe et au Moyen-Orient;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 24,9 millions \$, soit 4 %, en grande partie du fait de la hausse du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Amérique du Nord et de l'apport des produits des activités ordinaires de LMCFT. L'augmentation est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, et elle a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison du report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 1,0 million \$, soit 2 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention attribuable à des partenariats avec des fabricants OEM clés ainsi que par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel total⁴ en baisse de 6,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 5,8 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Pour le trimestre écoulé, le résultat opérationnel représente un bénéfice de 76,2 millions \$, soit 12,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 89,0 millions \$, soit 13,7 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 77,6 millions \$, soit 12,6 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2016. La Société a comptabilisé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 3,1 millions \$ au trimestre précédent et à 2,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 85,8 millions \$ pour le trimestre écoulé, par rapport à 92,1 millions \$ au trimestre précédent et à 80,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2016.

Le résultat opérationnel sectoriel total a diminué de 6,3 millions \$, soit 7 %, par rapport au trimestre précédent. La baisse de 9,6 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a été annulée en partie par la hausse du résultat opérationnel sectoriel de 2,7 millions \$ pour le secteur Santé et de 0,6 million \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 5,8 millions \$, soit 7 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016. La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 4,1 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 1,1 million \$ pour le secteur Santé et à 0,6 million \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Au premier semestre de l'exercice 2017, le résultat opérationnel correspond à un bénéfice de 165,2 millions \$, soit 12,8 % des produits des activités ordinaires, par rapport à 151,1 millions \$, soit 12,9 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La Société a comptabilisé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 12,7 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel total de 177,9 millions \$ depuis le début de l'exercice. Pour la période correspondante de l'exercice précédent, la Société avait comptabilisé des coûts de restructuration de 10,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel total de 161,2 millions \$.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 16,7 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent du fait de hausses de 10,9 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 5,4 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et de 0,4 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* et sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 1,8 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,2 million \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

La diminution par rapport au trimestre précédent est en grande partie attribuable à la baisse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme et au fléchissement des charges financières à l'égard des contrats de location-financement et des autres dettes.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'explique d'abord et avant tout par la baisse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme et par l'augmentation des produits financiers, facteurs annulés en partie par la hausse des charges financières à l'égard des obligations relatives aux redevances.

Au premier semestre de l'exercice 2017, le montant net des charges financières s'est établi à 37,6 millions \$, ce qui est comparable à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme du fait du remboursement, en juin 2016, des billets de premier rang émis dans le cadre d'un placement privé a été contrebalancée par l'augmentation des charges financières à l'égard des obligations relatives aux redevances.

Taux d'imposition de 16 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 9,5 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, comparativement à un taux d'imposition effectif de néant au trimestre précédent et un taux d'imposition effectif négatif de 29 % au deuxième trimestre de l'exercice 2016. Au premier semestre de l'exercice 2017, la charge d'impôt sur le résultat a totalisé 9,4 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 7 %, par rapport à un taux d'imposition effectif négatif de 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au Brésil au trimestre précédent qui ont donné lieu à une baisse du taux d'imposition, de même que par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

Le taux d'imposition effectif négatif de 29 % enregistré au deuxième trimestre de l'exercice précédent est d'abord et avant tout attribuable au règlement favorable de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, neutralisé en partie par l'incidence défavorable de certains contrôles fiscaux et par les variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé. Compte non tenu de l'incidence de ces éléments, le taux d'imposition effectif se serait établi à 21 %. La baisse du taux d'imposition pour le trimestre écoulé par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 résulte en grande partie d'un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

Au premier semestre de l'exercice 2016, compte non tenu du règlement de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs, neutralisé en partie par l'incidence défavorable de certains contrôles fiscaux et par les variations du change ayant donné lieu à des passifs d'impôt différé, comme il est expliqué plus haut, le taux d'imposition effectif se serait fixé à 19 %. La diminution du taux d'imposition au premier semestre de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent découle en grande partie de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé au Brésil et d'un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

6.2 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Afin de renforcer notre position concurrentielle, nous avons, au premier trimestre de l'exercice 2016, mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour transformer nos processus de production et notre offre de produits, ce qui a donné lieu à une diminution de l'effectif. Le programme de restructuration a pris fin ce trimestre. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2016, des coûts de restructuration après impôt de 4,5 millions \$ et de 5,0 millions \$, respectivement, au titre de ce programme d'amélioration des processus, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net.

Au trimestre précédent, nous avons acquis la totalité des actions de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2016, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt de 2,7 millions \$ et de 4,4 millions \$, respectivement, ont été pris en compte dans le résultat net au titre de cette acquisition. Les coûts de restructuration se composent principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, y compris la charge connexe liée aux obligations au titre des avantages du personnel. Les coûts d'intégration représentent les coûts supplémentaires directement liés à l'intégration de LMCFT dans nos activités poursuivies. Cette catégorie est principalement composée de dépenses engagées pour la standardisation des exigences réglementaires et des processus, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition comprennent les charges, honoraires, commissions et autres coûts liés à l'obtention d'information, à la négociation de contrats, à l'évaluation des risques et aux services d'avocats, de conseillers et de spécialistes.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 11 des états financiers intermédiaires consolidés.

6.3 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 6 535,0 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 746,7 millions \$ ont été ajoutées au cours du trimestre écoulé, et des produits des activités ordinaires de 635,5 millions \$ ont été tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 3,6 millions \$ est principalement attribuable à la réévaluation d'un contrat d'un exercice antérieur pour notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, neutralisée en partie par les variations favorables du change. Notre carnet de commandes des coentreprises⁵ s'est établi à 606,4 millions \$ et nos commandes non financées⁵, à 659,2 millions \$.

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2016
Commandes engagées en début de période	5 161,8 \$	5 064,9 \$
+ commandes	746,7	1 449,7
- produits des activités ordinaires	(635,5)	(1 287,1)
+/- ajustements	(3,6)	41,9
Commandes engagées en fin de période	5 269,4 \$	5 269,4 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	606,4	606,4
Commandes non financées	659,2	659,2
Carnet de commandes total	6 535,0 \$	6 535,0 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,17. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,10.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Solutions de formation pour l'aviation civile	54,2	63,8	75,0	55,3	50,1 \$
	15,3	17,2	19,1	16,5	13,7 %
Défense et sécurité	29,0	28,4	38,1	29,7	28,4 \$
	11,5	11,0	13,0	11,7	12,6 %
Santé	2,6	(0,1)	3,5	1,6	1,5 \$
	9,4	-	9,8	5,7	5,9 %
Résultat opérationnel sectoriel total	85,8	92,1	116,6	86,6	80,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	(9,6)	(3,1)	(16,8)	(2,0)	(2,4) \$
Résultat opérationnel	76,2	89,0	99,8	84,6	77,6 \$

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Capital utilisé⁶

<i>(montants en millions)</i>	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 052,4	2 027,4	2 017,1	2 022,6	2 075,1 \$
Défense et sécurité	862,6	823,6	720,3	745,7	746,3 \$
Santé	214,1	210,4	206,0	218,2	210,4 \$
	3 129,1	3 061,4	2 943,4	2 986,5	3 031,8 \$

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017****Expansions**

- CAE Simulation Training Private Limited (CSTPL), coentreprise entre CAE et InterGlobe Enterprises, a annoncé la mise en service de son quatrième FFS A320;
- Nous avons amorcé la formation sur le FFS Gulfstream G650 au centre Emirates-CAE Flight Training à Dubaï (Émirats arabes unis).

Nouveaux programmes et produits

- Notre coentreprise Flight Training Alliance a dévoilé son premier simulateur de vol pour l'avion C Series lors d'une cérémonie d'inauguration à Francfort, en Allemagne, et a commencé la formation des pilotes au centre Lufthansa Flight Training, à Francfort;
- Notre programme de formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) a reçu l'approbation de Dassault Aviation.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 457,6 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 12 FFS.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un nouveau contrat à long terme avec TAG Aviation Holdings pour des services de formation des pilotes;
- Un nouveau contrat à long terme avec un important exploitant d'avions en Europe dont l'identité demeure confidentielle pour la prestation de multiples programmes de formation;
- Un renouvellement de contrat à long terme exclusif avec Air Georgian pour des services de formation des pilotes sur CRJ 200;
- Un prolongement de contrat à long terme avec Japan Airlines pour la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL).

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Un FFS Embraer E190 à Simaero;
- Un FFS Airbus A320 à CSTPL;
- Un FFS Embraer Phenom 100/300 à Embraer-CAE Training Services, coentreprise entre CAE et Embraer;
- Trois FFS Airbus A320 à JetBlue Airways;
- Un FFS Airbus A320 à Lufthansa Flight Training;
- Cinq FFS à des clients en Amérique du Nord et au Moyen-Orient dont l'identité demeure confidentielle.

Au premier semestre, le secteur civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 21 FFS.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Produits des activités ordinaires	354,7	371,6	393,0	334,7	365,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	54,2	63,8	75,0	55,3	50,1 \$
Marges opérationnelles	15,3	17,2	19,1	16,5	13,7 %
Dotations aux amortissements	34,0	35,6	34,8	34,5	33,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	25,1	30,6	29,6	21,3	20,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	5,3	5,1	8,3	7,6	10,6 \$
Capital utilisé	2 052,4	2 027,4	2 017,1	2 022,6	2 075,1 \$
Carnet de commandes total	3 337,6	3 221,6	3 078,6	3 085,6	3 003,1 \$
Unités NES ⁷	210	209	205	205	202
FFS déployés	269	269	261	258	259
Taux d'utilisation ⁷	70	79	76	73	64 %

Produits des activités ordinaires en baisse de 5 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution saisonnière du taux d'utilisation de FFS, surtout en Europe et en Amérique, et par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 est essentiellement attribuable à la diminution des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison du report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus, et du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes. La diminution a été neutralisée en partie par la hausse du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Amérique et par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de LMCFT, acquise au trimestre précédent.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 726,3 millions \$ pour le semestre, en hausse de 24,9 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Amérique et par l'apport des produits des activités ordinaires de LMCFT. La hausse est également attribuable à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication en raison du report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 15 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 54,2 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 63,8 millions \$ (17,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 50,1 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2016.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 9,6 millions \$, soit 15 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution s'explique d'abord et avant tout par la baisse saisonnière du taux d'utilisation de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et par l'incidence défavorable des variations du change à la réévaluation de notre fonds de roulement hors trésorerie. La baisse a été neutralisée en partie par la combinaison favorable de programmes provenant de notre usine de fabrication.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 4,1 millions \$, soit 8 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016. L'augmentation découle en grande partie de la hausse du taux d'utilisation de simulateurs en Europe et en Amérique, de la rentabilité accrue de nos coentreprises asiatiques et d'une combinaison favorable de programmes provenant de notre usine de fabrication, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et par l'incidence sur le résultat opérationnel sectoriel qu'a eue le report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs standardisés, comme il est expliqué plus haut.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice s'est établi à 118,0 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 10,9 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse du taux d'utilisation de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, par une combinaison favorable de programmes provenant de notre usine de fabrication, par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements et par la rentabilité accrue de nos coentreprises asiatiques. La hausse a été annulée en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la réévaluation de notre fonds de roulement hors trésorerie, par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et par l'incidence sur le résultat opérationnel sectoriel qu'a eue le report de la comptabilisation des activités ordinaires tirés des simulateurs standardisés.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 25,1 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 17,3 millions \$ ce trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 7,8 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 25,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation de l'investissement dans les participations mises en équivalence attribuable à la rentabilité accrue ainsi qu'à l'augmentation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles, essentiellement du fait des variations du change.

Carnet de commandes total de 3 337,6 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2016
Commandes engagées en début de période	2 731,4 \$	2 623,3 \$
+ commandes	457,6	854,8
- produits des activités ordinaires	(354,7)	(726,3)
+/- ajustements	(14,6)	67,9
Commandes engagées en fin de période	2 819,7 \$	2 819,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	517,9	517,9
Carnet de commandes total	3 337,6 \$	3 337,6 \$

Les ajustements apportés ce trimestre sont essentiellement attribuables à la réévaluation d'un contrat d'un exercice antérieur, annulée en partie par l'incidence favorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,29. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,22.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017

Expansions

- Nous avons pris livraison de nos cinq premiers avions Grob G120TP qui seront utilisés dans le cadre du programme d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine et dont la formation des pilotes instructeurs a déjà été amorcée;
- Nous avons continué d'approfondir nos compétences et notre expertise en entraînement naval et avons amorcé la conception et la construction du centre d'entraînement naval pour les forces armées des EAU.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons soutenu la participation de l'Aviation royale canadienne et de la Royal Australian Air Force à l'exercice *Coalition Virtual Flag 16*, l'un des plus importants exercices virtuels de combat aérien au monde.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 261,5 millions \$, notamment :

- Un contrat de la U.S. Air Force pour le maintien du programme de services d'entraînement des équipages d'avions télépilotes MQ-1 Predator et MQ-9 Reaper et d'élaboration de didacticiels;
- Un contrat de la U.S. Air Force aux termes d'une option exercée pour une septième année pour des services d'entraînement des membres d'équipage aux termes du programme KC-135 Aircrew Training System;
- Des options exercées par la U.S. Navy dans le cadre du programme de renouvellement de technologies et d'approvisionnement des simulateurs MH-60R/S;
- Un contrat de la U.S. Navy pour le maintien de services d'entraînement de membres d'équipage du T-44C;
- Un contrat des forces armées autrichiennes pour la mise à niveau du système de simulation constructive CAE GESI utilisé pour l'entraînement du personnel de commandement et d'état-major;
- Un contrat de Rotorsim pour des services de maintenance et de soutien à long terme sur divers simulateurs d'hélicoptères au centre de formation Rotorsim à Sesto Calende (Italie).

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Produits des activités ordinaires	253,2	257,3	293,7	253,3	226,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	29,0	28,4	38,1	29,7	28,4 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	11,5	11,0	13,0	11,7	12,6 %
Dotation aux amortissements	11,1	17,9	20,7	17,0	16,6 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	33,5	23,6	9,4	7,4	4,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,9	4,7	8,1	3,7	3,8 \$
Capital utilisé	862,6	823,6	720,3	745,7	746,3 \$
Carnet de commandes total	3 197,4	3 306,0	3 294,0	3 281,6	3 378,9 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 2 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 12 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Amérique du Nord, neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'explique essentiellement par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise en septembre 2015, et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens, facteurs neutralisés en partie par la diminution du niveau d'activité à l'égard des programmes nord-américains.

Au premier semestre, les produits des activités ordinaires ont totalisé 510,5 millions \$, en hausse de 87,4 millions \$, soit 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB et à l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Europe et au Moyen-Orient.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 29,0 millions \$ (11,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,4 millions \$ (11,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 28,4 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2016.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est d'abord et avant tout attribuable à l'accroissement du volume à l'égard des programmes européens et de la rentabilité de nos coentreprises, neutralisé en partie par la diminution du volume à l'égard des programmes au Moyen-Orient.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'explique en grande partie par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, par l'augmentation du volume à l'égard des programmes exécutés en Amérique du Nord et par la rentabilité accrue de nos coentreprises, facteurs annulés en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et des frais de recherche et de développement nets.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice a totalisé 57,4 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 5,4 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, la hausse des marges à l'égard des programmes nord-américains et la progression des produits des activités ordinaires provenant de nos coentreprises, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, des frais de recherche et de développement nets et des crédits d'impôt à l'investissement réclamés pour l'exercice précédent.

Capital utilisé en hausse de 39,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est d'abord et avant tout attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles du fait des dépenses d'investissement en immobilisations au titre du programme d'entraînement en vol pour les avions à voilure fixe de l'armée américaine et à la progression des autres actifs, facteurs annulés en partie par la hausse des profits différés et des autres passifs non courants.

Carnet de commandes total en baisse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2016
Commandes engagées en début de période	2 430,4 \$	2 441,6 \$
+ commandes	261,5	544,6
- produits des activités ordinaires	(253,2)	(510,5)
+/- ajustements (surtout les variations du change)	11,0	(26,0)
Commandes engagées en fin de période	2 449,7 \$	2 449,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	88,5	88,5
Commandes non financées	659,2	659,2
Carnet de commandes total	3 197,4 \$	3 197,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,03. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,95.

Pour le trimestre écoulé, des commandes de 11,7 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 109,1 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017****Expansions**

- Notre simulateur d'échographie Vimedix a, pour la première fois, été utilisé dans le cadre de l'examen d'obtention du diplôme européen d'échographie dans le cadre du congrès de la European Society for Intensive Care Medicine à Milan (Italie), illustrant son utilité non seulement pour la formation, mais également pour la certification;
- Aux termes d'un accord de commercialisation conjointe, nous avons entrepris notre collaboration avec un fabricant de dispositifs médicaux pour promouvoir la formation en échographie dans les hôpitaux et son utilisation accrue pour l'évaluation et le diagnostic;
- Nous avons lancé une nouvelle version du module d'apprentissage en soins respiratoires du programme RESP (RESP 1 et RESP 2) pour Apollo, iStan, METIman et les simulateurs de patients humains.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le modèle d'échographie Blue Phantom Gen II PICC avec accès veineux et artériel à l'occasion du congrès de la National League of Nursing à Orlando (États-Unis);
- Nous avons ajouté l'analyse spectrale Doppler et un nouvel ensemble de pathologies en soins intensifs à notre gamme de produits Vimedix.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente d'une solution de gestion de centres de simulation à une université privée aux États-Unis;
- La vente de 4 simulateurs de patients à une université de recherche privée aux États-Unis;
- La vente de 8 solutions de formation adaptées à un fabricant de dispositifs médicaux aux États-Unis;
- La vente de 5 simulateurs de patients, de 3 simulateurs d'échographie, de services de formation et de garanties sur plusieurs années à une université de recherche publique en Pologne;
- La vente de 5 simulateurs de patients et de garanties sur plusieurs années à un établissement d'entraînement militaire aux États-Unis;
- La vente de 8 simulateurs de patients et d'une solution audiovisuelle à une université privée au Pérou.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2017	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016
Produits des activités ordinaires	27,6	22,7	35,8	28,3	25,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	2,6	(0,1)	3,5	1,6	1,5 \$
Marges opérationnelles	9,4	-	9,8	5,7	5,9 %
Dotation aux amortissements	3,3	3,3	3,6	3,7	3,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,2	0,5	0,8	0,5	0,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	1,0	1,1	0,4	0,9	0,8 \$
Capital utilisé	214,1	210,4	206,0	218,2	210,4 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 22 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires dans toutes les catégories de produits et de services.

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des solutions de gestion de centres de simulation.

Au premier semestre, les produits des activités ordinaires se sont établis à 50,3 millions \$, en hausse de 1,0 million \$, soit 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention du fait des partenariats avec des fabricants OEM clés ainsi qu'à l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Le résultat opérationnel sectoriel représente un bénéfice de 2,6 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à une perte de 0,1 million \$ au trimestre précédent et de 1,5 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2016.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut.

La progression par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires et par une combinaison favorable de produits.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice a totalisé 2,5 millions \$ (5,0 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 0,4 million \$, soit 19 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en grande partie du fait de la hausse des produits des activités ordinaires.

Capital utilisé en hausse de 3,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'accroissement du fonds de roulement hors trésorerie, essentiellement du fait de l'augmentation des créances clients en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les			Semestres clos les	
	2016	2015	2016	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	87,1 \$	73,6 \$	106,8 \$	193,9 \$	140,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(30,6)	52,7	(52,6)	(83,2)	(60,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	56,5 \$	126,3 \$	54,2 \$	110,7 \$	79,9 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(9,9)	(9,1)	(14,5)	(24,4)	(21,4)
Autres actifs	1,1	(6,9)	(1,6)	(0,5)	(9,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,2	1,4	1,1	2,3	1,5
(Paiements nets versés aux) produits nets tirés des participations mises en équivalence	(2,7)	-	(6,1)	(8,8)	0,3
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	1,4	2,1	1,4	2,8	14,4
Dividendes versés	(20,3)	(12,1)	(19,0)	(39,3)	(25,0)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸	27,3 \$	101,7 \$	15,5 \$	42,8 \$	40,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(48,9)	(16,1)	(40,2)	(89,1)	(27,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(6,5)	(8,3)	(8,4)	(14,9)	(15,4)
Actions ordinaires rachetées	(14,3)	-	(18,5)	(32,8)	-
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,4	0,8	7,1	10,5	12,4
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	-	14,3	(10,9)	(10,9)	13,6
Produit de la cession d'activités abandonnées	-	29,2	-	-	29,2
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	5,1	14,9	(6,5)	(1,4)	14,4
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(33,9) \$	136,5 \$	(61,9) \$	(95,8) \$	67,3 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 27,3 millions \$ ce trimestre

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la diminution des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Le repli par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'explique en grande partie par la hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, annulée en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Au premier semestre, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 42,8 millions \$, en hausse de 2,3 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies, contrebalancée en partie par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, la hausse des dividendes payés et la diminution des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 58,8 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 48,9 millions \$ pour le trimestre et à 89,1 millions \$ pour le semestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 9,9 millions \$ pour le trimestre et 24,4 millions \$ pour le semestre.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2016	30 juin 2016	31 mars 2016
Utilisation du capital :			
Actifs courants	1 720,7 \$	1 676,9 \$	1 749,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(343,3)	(345,0)	(485,6)
Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente	(1,3)	(1,0)	(1,5)
Passifs courants	(1 097,1)	(1 071,2)	(1 192,9)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	47,1	49,1	119,3
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	326,1 \$	308,8 \$	188,9 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,3	1,0	1,5
Immobilisations corporelles	1 550,6	1 511,8	1 473,1
Autres actifs non courants	1 840,9	1 795,7	1 774,0
Autres passifs non courants	(844,7)	(831,5)	(709,9)
Total du capital utilisé	2 874,2 \$	2 785,8 \$	2 727,6 \$
Provenance du capital :			
Partie courante de la dette à long terme	47,1 \$	49,1 \$	119,3 \$
Dette à long terme	1 218,9	1 176,2	1 153,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(343,3)	(345,0)	(485,6)
Dette nette ⁹	922,7 \$	880,3 \$	787,3 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 895,2	1 853,8	1 888,7
Participations ne donnant pas le contrôle	56,3	51,7	51,6
Provenance du capital	2 874,2 \$	2 785,8 \$	2 727,6 \$

Capital utilisé en hausse de 88,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est essentiellement attribuable à la croissance des autres actifs non courants, des immobilisations corporelles et de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) s'est chiffré à 10,7 % ce trimestre, comparativement à 11,5 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 17,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse découle en grande partie de l'augmentation des stocks et des créances clients, neutralisée en partie par la diminution des actifs au titre des contrats en cours et des remboursements anticipés de même que par la hausse des passifs au titre des contrats en cours.

Immobilisations corporelles en hausse de 38,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est essentiellement attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations et aux variations du change, facteurs neutralisés en partie par la dotation aux amortissements.

Autres actifs non courants en hausse de 45,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des autres actifs et de l'investissement plus élevé dans les participations mises en équivalence du fait de l'augmentation de la rentabilité.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2016
Dette nette en début de période	880,3 \$	787,3 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	33,9	95,8
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	5,8	6,6
Incidence des regroupements d'entreprises	-	25,8
Autres	2,7	7,2
Augmentation de la dette nette pour la période	42,4 \$	135,4 \$
Dette nette en fin de période	922,7 \$	922,7 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰	32,1 %	

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également un accord en vertu duquel nous vendons certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) pour un montant d'au plus 150,0 millions \$ US.

Dans le cadre de l'acquisition de LMCFT, nous avons acquis des contrats de location visant des simulateurs en Asie, lesquels représentaient une obligation au titre de contrats de location-financement de 26,2 millions \$ au 30 septembre 2016.

En juin 2016, nous avons remboursé un montant de 73,5 millions \$ sur nos billets de premier rang émis dans le cadre d'un placement privé.

Certains de nos accords relatifs à la dette exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 septembre 2016, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de racheter des actions ordinaires, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 46,0 millions \$ ce trimestre

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 48,9 millions \$ et d'un écart de change favorable de 20,5 millions \$, neutralisés en partie par les dividendes de 20,3 millions \$ et les actions ordinaires de 14,3 millions \$ rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2016, nous avons au total 268 610 597 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 612,2 millions \$. Nous avons également 5 775 590 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 octobre 2016, nous avons un total de 268 501 396 actions ordinaires émises et en circulation, et 5 752 515 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 19 février 2016, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour racheter, aux termes d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, au plus 5 398 643 de nos actions ordinaires, soit 2 % de nos 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation au 12 février 2016. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2016 et prendra fin le 22 février 2017 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été annulées.

Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé 829 100 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 17,20 \$ l'action ordinaire aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 14,3 millions \$. L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 12,4 millions \$, a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 2 mai 2016, nous avons acquis 100 % des actions de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, pour une contrepartie de 25,7 millions \$. La transaction comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction. Avec cette acquisition, nous avons élargi notre réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et obtenu un certain nombre d'actifs utiles dont des FFS, des pièces de simulateurs, des installations, de la technologie et une main-d'œuvre qualifiée. Les coûts d'acquisition de LMCFT engagés pour le semestre clos le 30 septembre 2016 ont totalisé 1,1 million \$ et ont été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-dessous. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill de 20,6 millions \$ demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 2,7 millions \$ découlant de l'acquisition de LMCFT est attribuable aux avantages obtenus, notamment :

- Expansion du réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients de CAE;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 8,6 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de LMCFT depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 17,7 millions \$ et à une perte de 0,1 million \$. Si LMCFT avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2016, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel total de 19,5 millions \$ et de 0,1 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par CAE. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de notre performance future.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

	Total
Actifs courants ¹⁾	66,7 \$
Passifs courants	(60,0)
Immobilisations corporelles	39,7
Actifs non courants	5,9
Immobilisations incorporelles ²⁾	20,6
Passifs non courants	(62,0)
Juste valeur des actifs nets acquis, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	10,9 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	12,6
Total de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	23,5 \$
Coûts de transaction payés pour le compte du vendeur	2,2
Réduction de l'ajustement du prix d'achat à recevoir à l'égard d'acquisitions réalisées au cours d'exercices antérieurs	(0,1)
Total de la contrepartie d'achat	25,6 \$

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Le goodwill, inclus dans les immobilisations incorporelles, n'est pas déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets de LMCFT, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

Autres

Au deuxième trimestre, les ajustements apportés à la détermination des actifs identifiables nets acquis et des passifs repris au titre de l'acquisition de FAMB à l'exercice 2016 ont été finalisés, donnant lieu à une augmentation du goodwill de 1,6 million \$.

Le tableau suivant présente les variations du goodwill.

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2016	2015
Valeur comptable nette en début de période	556,6 \$	487,4 \$
Acquisition de filiales	4,3	30,0
Différences de conversion	1,9	31,3
Valeur comptable nette en fin de période	562,8 \$	548,7 \$

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2017 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle d'affaires au sein duquel ils sont détenus. IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La nouvelle norme remplace toutes les versions antérieures d'IFRS 9 et met fin au projet de remplacement d'IAS 39 de l'IASB. Pour CAE, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Pour CAE, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes. Pour CAE, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019; son adoption anticipée est toutefois autorisée si nous appliquons également IFRS 15. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2016, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont confirmé que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

Nous avons acquis LMCFT le 2 mai 2016. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont restreint la portée de leur conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de manière à en exclure les contrôles, politiques et procédures de LMCFT. LMCFT maintient des systèmes et des processus d'information distincts. Nous avons amorcé l'intégration des contrôles internes, politiques et procédures de LMCFT. Ce processus d'intégration devrait prendre fin au cours de l'exercice 2017. LMCFT a représenté quelque 1 % des produits des activités ordinaires consolidés et moins de 1 % du résultat opérationnel sectoriel total inscrits à nos résultats financiers consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2016. En outre, au 30 septembre 2016, le total de l'actif et le total du passif de LMCFT représentaient respectivement 3 % et 4 % de notre actif consolidé et de notre passif consolidé.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Semestre
Exercice 2017					
Produits des activités ordinaires	651,6	635,5	1)	1)	1 287,1 \$
Résultat net	69,3	48,9	1)	1)	118,2 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	68,7	48,3	1)	1)	117,0 \$
Activités abandonnées	(0,1)	0,1	1)	1)	- \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	0,5	1)	1)	1,2 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	1)	1)	0,43 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	1)	1)	0,43 \$
Activités abandonnées	-	-	1)	1)	- \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,26	0,21	1)	1)	0,47 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	269,3	268,7	1)	1)	269,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,6	269,6	1)	1)	269,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,30	1)	1)	1,30
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,46	1,46	1)	1)	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,85	1,71	1)	1)	1,78
Exercice 2016					
Produits des activités ordinaires	557,0	616,8	616,3	722,5	2 512,6 \$
Résultat net	44,5	69,2	56,9	59,7	230,3 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,9	75,3	57,9	61,2	239,3 \$
Activités abandonnées	(0,5)	(6,5)	(0,2)	(2,4)	(9,6) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,4	(0,8)	0,9	0,6 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,26	0,21	0,22	0,85 \$
Activités poursuivies	0,17	0,28	0,21	0,23	0,89 \$
Activités abandonnées	-	(0,02)	-	(0,01)	(0,04) \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,19	0,18	0,22	0,27	0,86 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,4	268,6	269,3	269,9	268,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,8	268,9	269,7	270,2	269,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,31	1,33	1,38	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,46	1,46	1,52	1,45
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,88	2,03	2,02	1,97	1,98
Exercice 2015					
Produits des activités ordinaires	526,2	529,4	559,1	631,6	2 246,3 \$
Résultat net	41,6	42,5	52,9	67,7	204,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	42,0	52,1	63,3	201,2 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,9	0,9	0,8	0,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,4)	(0,1)	3,6	2,9 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités poursuivies	0,17	0,16	0,20	0,24	0,76 \$
Activités abandonnées	(0,01)	-	-	-	- \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	264,7	265,5	266,4	265,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	265,6	266,4	267,4	266,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1,09	1,14	1,24	1,14
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,44	1,42	1,40	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1,82	1,80	1,88	1,83

1) Non disponible

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		343,3 \$	485,6 \$
Créances clients et autres débiteurs	5	546,9	500,0
Contrats en cours : actifs		302,5	339,1
Stocks		400,4	278,3
Acomptes		75,1	86,3
Impôt sur le résultat à recouvrer		29,8	34,5
Actifs financiers dérivés	13	21,0	24,2
Actifs détenus en vue de la vente	3	1,7	1,6
Total de l'actif courant		1 720,7 \$	1 749,6 \$
Immobilisations corporelles		1 550,6	1 473,1
Immobilisations incorporelles		941,0	929,2
Participations mises en équivalence		368,6	345,1
Actifs d'impôt différé		51,3	46,8
Actifs financiers dérivés	13	20,7	19,8
Autres actifs		459,3	433,1
Total de l'actif		5 112,2 \$	4 996,7 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		757,0 \$	832,8 \$
Provisions		42,0	30,0
Impôt sur le résultat à payer		7,3	11,3
Contrats en cours : passifs		224,4	174,7
Partie courante de la dette à long terme		47,1	119,3
Passifs financiers dérivés	13	18,9	24,7
Passifs détenus en vue de la vente	3	0,4	0,1
Total du passif courant		1 097,1 \$	1 192,9 \$
Provisions	4	29,0	10,2
Dette à long terme		1 218,9	1 153,6
Obligations relatives aux redevances		131,6	135,3
Obligations au titre des avantages du personnel		237,3	168,0
Profits différés et autres passifs non courants	4	237,8	172,7
Passifs d'impôt différé		202,7	213,1
Passifs financiers dérivés	13	6,3	10,6
Total du passif		3 160,7 \$	3 056,4 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		612,2 \$	601,7 \$
Surplus d'apport		19,0	18,3
Cumul des autres éléments du résultat global		214,6	220,7
Résultats non distribués		1 049,4	1 048,0
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		1 895,2 \$	1 888,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		56,3	51,6
Total des capitaux propres		1 951,5 \$	1 940,3 \$
Total du passif et des capitaux propres		5 112,2 \$	4 996,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les		Semestres clos les	
		30 septembre		30 septembre	
		2016	2015	2016	2015
Activités poursuivies					
Produits des activités ordinaires	14	635,5 \$	616,8 \$	1 287,1 \$	1 173,8 \$
Coût des ventes		448,6	457,6	910,2	857,0
Marge brute		186,9 \$	159,2 \$	376,9 \$	316,8 \$
Frais de recherche et de développement		25,9	20,3	50,9	41,1
Frais de vente, généraux et d'administration		84,3	69,3	164,9	141,1
Autres pertes (profits) – montant net	10	3,7	(2,0)	6,4	(6,7)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	14	(12,8)	(8,4)	(23,2)	(19,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	11	9,6	2,4	12,7	10,1
Résultat opérationnel		76,2 \$	77,6 \$	165,2 \$	151,1 \$
Produits financiers	6	(2,8)	(2,3)	(5,1)	(4,3)
Charges financières	6	20,7	21,4	42,7	42,1
Charges financières – montant net		17,9 \$	19,1 \$	37,6 \$	37,8 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		58,3 \$	58,5 \$	127,6 \$	113,3 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		9,5	(17,2)	9,4	(7,4)
Résultat des activités poursuivies		48,8 \$	75,7 \$	118,2 \$	120,7 \$
Activités abandonnées					
Résultat des activités abandonnées	3	0,1	(6,5)	-	(7,0)
Résultat net		48,9 \$	69,2 \$	118,2 \$	113,7 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		48,4 \$	68,8 \$	117,0 \$	113,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,5	0,4	1,2	0,5
		48,9 \$	69,2 \$	118,2 \$	113,7 \$
Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées					
attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	8	0,18 \$	0,28 \$	0,43 \$	0,45 \$
De base et dilué – activités abandonnées	8	-	(0,02)	-	(0,03)
		0,18 \$	0,26 \$	0,43 \$	0,42 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2016	2015	2016	2015
Résultat net	48,9 \$	69,2 \$	118,2 \$	113,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différences de conversion				
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	25,0 \$	128,1 \$	(7,8) \$	126,9 \$
Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(4,2)	(39,4)	(5,5)	(30,7)
Reclassements au résultat net ou à l'actif non financier désigné	(0,2)	(12,1)	(1,3)	(16,1)
Impôt sur le résultat	(0,1)	(4,8)	2,5	(4,2)
	20,5 \$	71,8 \$	(12,1) \$	75,9 \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(4,4) \$	(38,1) \$	1,8 \$	(36,8) \$
Reclassements au résultat net	5,8	17,0	8,3	22,3
Impôt sur le résultat	(0,4)	5,8	(2,7)	4,0
	1,0 \$	(15,3) \$	7,4 \$	(10,5) \$
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente				
Variation nette de la juste valeur de l'actif financier disponible à la vente	- \$	- \$	(0,1) \$	0,1 \$
	- \$	- \$	(0,1) \$	0,1 \$
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence				
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence	3,7 \$	15,2 \$	(1,7) \$	9,9 \$
	3,7 \$	15,2 \$	(1,7) \$	9,9 \$
Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations définies				
Réévaluations des régimes à prestations définies	(2,1) \$	(13,4) \$	(62,5) \$	25,5 \$
Impôt sur le résultat	0,6	3,5	16,8	(7,1)
	(1,5) \$	(9,9) \$	(45,7) \$	18,4 \$
Autres éléments du résultat global	23,7 \$	61,8 \$	(52,2) \$	93,8 \$
Total du résultat global	72,6 \$	131,0 \$	66,0 \$	207,5 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	71,9 \$	125,3 \$	65,2 \$	201,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	5,7	0,8	6,1
	72,6 \$	131,0 \$	66,0 \$	207,5 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :				
Activités poursuivies	71,8 \$	137,9 \$	65,2 \$	213,0 \$
Activités abandonnées	0,1	(12,6)	-	(11,6)
	71,9 \$	125,3 \$	65,2 \$	201,4 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société									
Semestre clos le 30 septembre 2016									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes à l'ouverture de la période		269 634 816	601,7 \$	18,3 \$	220,7 \$	1 048,0 \$	1 888,7 \$	51,6 \$	1 940,3 \$
Résultat net		-	- \$	- \$	- \$	117,0 \$	117,0 \$	1,2 \$	118,2 \$
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	(11,7)	-	(11,7)	(0,4)	(12,1)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	7,4	-	7,4	-	7,4
Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente		-	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,1)
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence		-	-	-	(1,7)	-	(1,7)	-	(1,7)
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(45,7)	(45,7)	-	(45,7)
Total du résultat global		-	- \$	- \$	(6,1) \$	71,3 \$	65,2 \$	0,8 \$	66,0 \$
Options sur actions exercées		860 460	10,5	-	-	-	10,5	-	10,5
Achat facultatif au comptant		1 637	-	-	-	-	-	-	-
Actions ordinaires rachetées et annulées	8	(2 024 400)	(4,6)	-	-	(28,2)	(32,8)	-	(32,8)
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	2,2	(2,2)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,9	-	-	2,9	-	2,9
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle	8	138 084	2,4	-	-	(2,4)	-	3,9	3,9
Dividendes en actions	8	-	-	-	-	(39,3)	(39,3)	-	(39,3)
Soldes à la clôture de la période		268 610 597	612,2 \$	19,0 \$	214,6 \$	1 049,4 \$	1 895,2 \$	56,3 \$	1 951,5 \$
Semestre clos le 30 septembre 2015									
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>									
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes à l'ouverture de la période		266 903 070	559,0 \$	19,1 \$	177,3 \$	879,8 \$	1 635,2 \$	51,2 \$	1 686,4 \$
Résultat net		-	- \$	- \$	- \$	113,2 \$	113,2 \$	0,5 \$	113,7 \$
Autres éléments du résultat global :									
Différences de conversion		-	-	-	70,3	-	70,3	5,6	75,9
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie à la vente		-	-	-	(10,5)	-	(10,5)	-	(10,5)
Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence		-	-	-	0,1	-	0,1	-	0,1
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	9,9	-	9,9	-	9,9
Total du résultat global		-	- \$	- \$	69,8 \$	131,6 \$	201,4 \$	6,1 \$	207,5 \$
Options sur actions exercées		1 340 630	12,4	-	-	-	12,4	-	12,4
Achat facultatif au comptant		1 983	-	-	-	-	-	-	-
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	3,7	(3,7)	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	2,2	-	-	2,2	-	2,2
Dividendes en actions	8	1 006 993	14,5	-	-	(14,5)	-	-	-
Dividendes en trésorerie	8	-	-	-	-	(25,0)	(25,0)	-	(25,0)
Soldes à la clôture de la période		269 252 676	589,6 \$	17,6 \$	247,1 \$	971,9 \$	1 826,2 \$	57,3 \$	1 883,5 \$

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 30 septembre 2016 s'est élevé à 1 264,0 millions \$ (1 219,0 millions \$ en 2015).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2016	2015
Activités opérationnelles			
Résultat des activités poursuivies		118,2 \$	120,7 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	14	62,3	58,5
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	14	42,9	45,0
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(23,2)	(19,9)
Impôt sur le résultat différé		0,2	6,4
Crédits d'impôt à l'investissement		(9,7)	(35,3)
Rémunération fondée sur des actions		3,3	2,0
Régimes de retraite à prestations définies		6,7	6,9
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(36,3)	(20,2)
Autres		29,5	(23,7)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	12	(83,2)	(60,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		110,7 \$	79,9 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	4	(10,9) \$	13,6 \$
Produit de la disposition des activités abandonnées	3	-	29,2
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(113,5)	(48,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		2,3	1,5
Frais de développement inscrits à l'actif		(14,9)	(15,4)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(5,0)	(6,1)
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence		(8,8)	0,3
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		2,8	14,4
Autres		4,5	(3,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(143,5) \$	(14,4) \$
Activités de financement			
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		343,5 \$	299,4 \$
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(308,5)	(314,0)
Produit tiré de la dette à long terme		14,8	14,6
Remboursement sur la dette à long terme		(87,0)	(13,5)
Remboursement sur des contrats de location-financement		(9,3)	(7,0)
Dividendes versés		(39,3)	(25,0)
Émission d'actions ordinaires		10,5	12,4
Rachat d'actions ordinaires	8	(32,8)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(108,1) \$	(33,1) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(1,4) \$	14,4 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(142,3) \$	46,8 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		485,6	330,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		343,3 \$	377,0 \$
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		2,8 \$	14,4 \$
Intérêts payés		34,8	25,9
Intérêts reçus		4,2	3,8
Impôt sur le résultat payé		16,8	9,6

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 10 novembre 2016.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de rémunération fondée sur des actions et régie en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2016, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires au calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2017 n'ont aucune incidence importante sur les résultats des états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle d'affaires au sein duquel ils sont détenus. IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La nouvelle norme remplace toutes les versions antérieures d'IFRS 9 et met fin au projet de remplacement d'IAS 39 de l'IASB. Pour la Société, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Pour la Société, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes. Pour la société, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée si la Société applique également IFRS 15. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, la Société a conclu la vente de sa division minière, connue sous le nom de Datamine, pour un montant total de 31,2 millions \$, incluant la finalisation de l'ajustement du fonds de roulement et excluant une contrepartie éventuelle maximale de 5,5 millions \$ sous réserve de l'atteinte de certains résultats financiers. Certains actifs nets exclus de la transaction, essentiellement des stocks, demeurent détenus en vue de la vente.

Les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Actifs courants ¹⁾	1,5 \$	1,4 \$
Autres actifs non courants	0,2	0,2
Actifs détenus en vue de la vente	1,7 \$	1,6 \$
Passifs courants	0,4 \$	0,1 \$
Passifs détenus en vue de la vente	0,4 \$	0,1 \$
Actifs nets détenus en vue de la vente	1,3 \$	1,5 \$

¹⁾ Comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits des activités ordinaires	0,4 \$	2,1 \$	0,4 \$	9,5 \$
Charges	0,3	2,9	0,4	10,3
Résultat avant impôts sur le résultat, évaluation à la juste valeur et la disposition	0,1 \$	(0,8) \$	-	(0,8) \$
Recouvrement d'impôt sur le résultat	-	(1,1)	-	(0,6)
Résultat avant évaluation à la juste valeur et la disposition	0,1 \$	0,3 \$	-	(0,2) \$
Perte sur évaluation à la juste valeur et disposition	-	(7,7)	-	(7,7)
Recouvrement d'impôt sur évaluation à la juste valeur et la disposition	-	0,9	-	0,9
Résultat lié aux activités abandonnées	0,1 \$	(6,5) \$	-	(7,0) \$

	2016	2015
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>		
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	-	4,0 \$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	-	(0,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	-	(0,1)

NOTE 4 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 2 mai 2016, la Société a acquis 100 % des actions de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), un fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, pour une contrepartie totale de 25,7 millions \$. La transaction comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction. Avec cette acquisition, la Société a élargi son réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et a obtenu un certain nombre d'actifs utiles dont des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, des installations, de la technologie et une main-d'œuvre qualifiée. Les coûts d'acquisition de LMCFT engagés pour le semestre terminé le 30 septembre 2016 ont totalisé 1,1 million \$ et ont été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-après. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises et du goodwill de 20,6 millions \$ demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs soit finalisée. Le goodwill préliminaire de 2,7 millions \$ découlant de l'acquisition de LMCFT est attribuable aux avantages obtenus, notamment les suivants :

- Expansion du réseau de simulateurs commerciaux en service chez les clients de CAE;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 8,6 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de LMCFT depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 17,7 millions \$ et une perte de 0,1 million \$. Si LMCFT avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2016, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel total de 19,5 millions \$ et de 0,1 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par la Société. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de la performance future de la Société.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de l'acquisition :

	Total
Actifs courants ¹⁾	66,7 \$
Passifs courants	(60,0)
Immobilisations corporelles	39,7
Actifs non courants	5,9
Immobilisations incorporelles ²⁾	20,6
Passifs non courants	(62,0)
Juste valeur des actifs nets acquis, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	10,9 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	12,6
Total de la contrepartie d'achat réglée en trésorerie	23,5 \$
Coûts de transaction payés pour le compte du vendeur	2,2
Réduction de l'ajustement du prix d'achat à recevoir lié à l'acquisition réalisé au cours d'exercices antérieurs	(0,1)
Contrepartie totale	25,6 \$

¹⁾Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾Le goodwill, inclus dans les immobilisations incorporelles, n'est pas déductible aux fins fiscales.

Les actifs nets de LMCFT, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

Autres

Au deuxième trimestre, les ajustements à la détermination des actifs nets identifiables acquis et des passifs pris en charge ont été finalisés, à l'égard de l'acquisition de FAMB effectuée durant l'exercice 2016, donnant lieu à une augmentation du goodwill de 1,6 million \$.

Les variations du goodwill se présentent comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2016	2015
Valeur comptable nette à l'ouverture de la période	556,6 \$	487,4 \$
Acquisition de filiales	4,3	30,0
Différences de conversion	1,9	31,3
Valeur comptable nette à la clôture de la période	562,8 \$	548,7 \$

NOTE 5 – CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients et autres débiteurs sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients et autres débiteurs se présentent comme suit :

	30 septembre	31 mars
	2016	2016
Créances clients courantes	189,6 \$	187,8 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	48,5	35,7
31-60 jours	24,7	20,2
61-90 jours	11,9	17,5
Plus de 90 jours	55,1	48,9
Provision pour créances douteuses	(14,5)	(15,7)
Total des créances clients	315,3 \$	294,4 \$
Créances clients non facturées	116,5	110,2
Montants à recevoir de parties liées (note 15)	57,5	42,6
Autres débiteurs	57,6	52,8
Total des créances clients et autres débiteurs	546,9 \$	500,0 \$

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET**Dette à long terme**

Dans le cadre de l'acquisition de LMCFT, la Société a acquis des contrats de locations visant des simulateurs en Asie, lesquels représentaient une obligation au titre de contrats de location-financement de 26,2 millions \$ au 30 septembre 2016.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	13,2 \$	14,1 \$	26,7 \$	28,1 \$
Contrats de location-financement	2,4	2,7	5,2	5,3
Obligations relatives aux redevances	2,6	2,0	5,1	4,1
Obligations au titre des avantages du personnel	1,3	1,3	2,6	2,7
Dotations aux amortissements des frais de financement	0,4	0,3	0,7	0,7
Provisions et autres passifs non courants	-	0,2	-	0,4
Autres	1,5	1,4	3,9	2,5
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,7)	(0,6)	(1,5)	(1,7)
Charges financières	20,7 \$	21,4 \$	42,7 \$	42,1 \$
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et contrats de location-financement	(2,0) \$	(2,2) \$	(3,9) \$	(4,0) \$
Autres	(0,8)	(0,1)	(1,2)	(0,3)
Produits financiers	(2,8) \$	(2,3) \$	(5,1) \$	(4,3) \$
Charges financières – montant net	17,9 \$	19,1 \$	37,6 \$	37,8 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,33 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 (4,00 % en 2015) et de 4,55% pour le trimestre clos le 30 juin 2016 (4,00 % en 2015).

NOTE 7 – AIDE GOUVERNEMENTALE

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, la Société a annoncé la participation au projet SimÉco4.0, un projet de R-D dans le cadre du programme SA²GE. L'objectif du projet est de développer de nouveaux produits ou processus qui favoriseront la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et SA²GE se sont engagés à participer en fournissant des apports pouvant atteindre 50 % des coûts admissibles engagés par la Société d'ici l'exercice 2020.

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux et Innover sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	8,0 \$	7,8 \$	7,7 \$	8,8 \$
Contributions	8,5	6,8	16,7	12,9
Paiements reçus	(8,0)	(7,9)	(15,9)	(15,0)
Montant à recevoir à la clôture de la période	8,5 \$	6,7 \$	8,5 \$	6,7 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,3 \$	0,2 \$	0,5 \$	0,3 \$
Projet Innover	1,2	2,0	2,5	3,1
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,5	0,8	1,2	1,3
Projet Innover	6,5	3,8	12,5	8,2
Total des contributions :				
Projet Nouveaux marchés principaux	0,8 \$	1,0 \$	1,7 \$	1,6 \$
Projet Innover	7,7	5,8	15,0	11,3

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 8 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 19 février 2016, la Société a annoncé qu'elle avait reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour racheter, aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au plus 5 398 643 actions ordinaires, soit 2 % de ses 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation au 12 février 2016. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2016 et prendra fin le 22 février 2017 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions sont achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour les six mois se terminant le 30 septembre 2016, la Société avait racheté et annulé 2 024 400 actions ordinaires au prix moyen pondéré de 16,20 \$ l'action ordinaire aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 32,8 millions \$. L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 28,2 millions \$, a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	268 700 234	268 625 049	268 982 788	268 027 903
Effet dilutif des options sur actions	885 240	307 638	549 857	351 896
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	269 585 474	268 932 687	269 532 645	268 379 799

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, des options sur 46 700 actions ordinaires (2 875 975 en 2015) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, des options sur 46 700 actions ordinaires (1 598 600 en 2015) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 se sont élevés à 21,5 millions \$, soit 0,08 \$ par action (20,6 millions \$ en 2016, soit 0,075 \$ par action). Pour la première moitié de l'exercice 2017, les dividendes déclarés se sont élevés à 41,7 millions \$, soit 0,155 \$ par action (39,5 millions \$ en 2016, soit 0,145 \$ par action).

NOTE 9 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	193,9 \$	190,4 \$	402,9 \$	370,3 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	8,0	5,8	16,7	13,3
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	7,5	7,7	15,3	16,6
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	3,9	2,7	6,4	5,0
Indemnités de cessation d'emploi	4,5	1,8	7,0	10,1
Total de la charge de rémunération du personnel	217,8 \$	208,4 \$	448,3 \$	415,3 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

NOTE 10 – AUTRES (PERTES) PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Cession d'immobilisations corporelles	0,5 \$	0,3 \$	0,2 \$	0,4 \$
Montant net des (pertes) gains de change	(5,0)	1,6	(7,1)	4,8
Autres	0,8	0,1	0,5	1,5
Autres (pertes) profits – montant net	(3,7) \$	2,0 \$	(6,4) \$	6,7 \$

NOTE 11 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTEGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Coûts de restructuration	7,6 \$	2,4 \$	10,1 \$	10,1 \$
Coûts d'intégration	1,1	-	1,5	-
Coûts d'acquisition (note 4)	0,9	-	1,1	-
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	9,6 \$	2,4 \$	12,7 \$	10,1 \$

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration sont liés au plan d'amélioration des processus mis en place au cours du premier trimestre de l'exercice 2016 et à l'acquisition de LMCFT le 2 mai 2016. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Le programme de restructuration relatif au plan d'amélioration des processus de la Société a été complété ce trimestre.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration de LMCFT dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition de LMCFT et comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

Le tableau suivant présente la variation de la provision pour les coûts de restructuration :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Provision à l'ouverture de la période	18,9 \$	10,3 \$	22,4 \$	4,7 \$
Ajouts	8,7	2,4	11,2	11,2
Montants utilisés	(6,2)	(3,3)	(11,7)	(5,4)
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	(1,1)	-	(1,1)	(1,1)
Différences de conversion	0,5	0,4	-	0,4
Provision à la clôture de la période	20,8 \$	9,8 \$	20,8 \$	9,8 \$
Déduire : partie courante	16,8	9,8	16,8	9,8
Partie non courante	4,0 \$	- \$	4,0 \$	- \$

NOTE 12 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2016	2015
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	(34,2) \$	7,2 \$
Contrats en cours : actifs	34,1	(48,7)
Stocks	(55,5)	8,3
Acomptes	(3,8)	4,4
Impôt sur le résultat à recouvrer	7,9	2,7
Dettes fournisseurs et charges à payer	(82,9)	(63,8)
Provisions	(0,9)	3,1
Impôt sur le résultat à payer	(6,3)	2,2
Contrats en cours : passifs	58,4	24,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(83,2) \$	(60,5) \$

NOTE 13 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients et autres débiteurs, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 30 septembre 2016 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	343,3 \$	- \$	- \$	- \$	343,3 \$	343,3 \$
Créances clients et autres débiteurs	-	-	520,9 ³⁾	-	520,9	520,9
Contrats en cours : actifs	-	-	302,5	-	302,5	302,5
Actifs financiers dérivés	13,4	-	-	28,3	41,7	41,7
Autres actifs	26,9 ⁴⁾	1,5 ⁵⁾	166,5 ⁶⁾	-	194,9	215,1
	383,6 \$	1,5 \$	989,9 \$	28,3 \$	1 403,3 \$	1 423,5 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	514,1 \$ ⁷⁾	- \$	514,1 \$	514,1 \$	514,1 \$
Provisions	0,6	46,8	-	47,4	47,4	47,4
Total de la dette à long terme	-	1 269,2 ⁸⁾	-	1 269,2	1 371,3	1 371,3
Autres passifs non courants	-	136,7 ⁹⁾	-	136,7	155,1	155,1
Passifs financiers dérivés	9,4	-	15,8	25,2	25,2	25,2
	10,0 \$	1 966,8 \$	15,8 \$	1 992,6 \$	2 113,1 \$	2 113,1 \$

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2016 :

	JVBRN ¹⁾	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC ²⁾	Total	
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	485,6 \$	- \$	- \$	- \$	485,6 \$	485,6 \$
Créances clients et autres débiteurs	-	-	481,3 ³⁾	-	481,3	481,3
Contrats en cours : actifs	-	-	339,1	-	339,1	339,1
Actifs financiers dérivés	9,0	-	-	35,0	44,0	44,0
Autres actifs	27,0 ⁴⁾	1,6 ⁵⁾	163,7 ⁶⁾	-	192,3	213,7
	521,6 \$	1,6 \$	984,1 \$	35,0 \$	1 542,3 \$	1 563,7 \$

	JVBRN ¹⁾	Autres passifs financiers	DDRC ²⁾	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
Passifs financiers						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	603,1 \$ ⁷⁾	- \$	603,1 \$	603,1 \$	603,1 \$
Provisions	0,6	32,8	-	33,4	33,4	33,4
Total de la dette à long terme	-	1 276,4 ⁸⁾	-	1 276,4	1 363,5	1 363,5
Autres passifs non courants	-	144,2 ⁹⁾	-	144,2	146,9	146,9
Passifs financiers dérivés	13,1	-	22,2	35,3	35,3	35,3
	13,7 \$	2 056,5 \$	22,2 \$	2 092,4 \$	2 182,2 \$	2 182,2 \$

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

- Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);
- Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur par catégorie :

	30 septembre			31 mars		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	343,3 \$	- \$	343,3 \$	485,6 \$	- \$	485,6 \$
Liquidités soumises à restrictions	26,9	-	26,9	27,0	-	27,0
Contrats de change à terme	5,4	-	5,4	6,3	-	6,3
Dérivés incorporés sur devises	2,3	-	2,3	2,7	-	2,7
Swaps d'actions	5,7	-	5,7	-	-	-
Disponibles à la vente	-	1,5	1,5	-	1,6	1,6
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	10,1	-	10,1	16,9	-	16,9
Swaps de devises	18,2	-	18,2	18,1	-	18,1
	411,9 \$	1,5 \$	413,4 \$	556,6 \$	1,6 \$	558,2 \$
Passifs financiers						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises						
Contrats de change à terme	- \$	0,6 \$	0,6 \$	- \$	0,6 \$	0,6 \$
Swaps sur actions	9,4	-	9,4	12,6	-	12,6
	-	-	-	0,5	-	0,5
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	15,0	-	15,0	20,9	-	20,9
Swaps de taux d'intérêt	0,8	-	0,8	1,3	-	1,3
	25,2 \$	0,6 \$	25,8 \$	35,3 \$	0,6 \$	35,9 \$

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2016	2015	2016	2015
Solde à l'ouverture de la période	1,1 \$	0,9 \$	1,0 \$	0,1 \$
Total des pertes réalisés et latents :				
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	-	(0,1)	(0,1)	-
Émis et réglés	(0,2)	-	-	0,7
Solde à la clôture de la période	0,9 \$	0,8 \$	0,9 \$	0,8 \$

NOTE 14 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	354,7 \$	365,2 \$	253,2 \$	226,2 \$	27,6 \$	25,4 \$	635,5 \$	616,8 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	25,5	25,9	4,1	3,8	0,6	0,7	30,2	30,4
Immobilisations incorporelles et autres actifs	8,5	7,5	7,0	12,8	2,7	2,7	18,2	23,0
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	1,6	0,2	(0,1)	(0,3)	0,1	(0,1)	1,6	(0,2)
Quote-part après impôt du résultat net								
des participations mises en équivalence	10,4	6,8	2,4	1,6	-	-	12,8	8,4
Résultat opérationnel sectoriel	54,2	50,1	29,0	28,4	2,6	1,5	85,8	80,0

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	726,3 \$	701,4 \$	510,5 \$	423,1 \$	50,3 \$	49,3 \$	1 287,1 \$	1 173,8 \$
Dotation aux amortissements								
Immobilisations corporelles	52,7	49,8	8,3	7,3	1,3	1,4	62,3	58,5
Immobilisations incorporelles et autres actifs	16,9	14,7	20,7	24,8	5,3	5,5	42,9	45,0
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	2,5	0,9	(0,1)	(0,3)	-	(0,1)	2,4	0,5
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	19,2	16,9	4,0	3,0	-	-	23,2	19,9
Résultat opérationnel sectoriel	118,0	107,1	57,4	52,0	2,5	2,1	177,9	161,2

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Solutions de formation pour l'aviation civile	30,4 \$	31,2 \$	66,1 \$	59,8 \$
Défense et sécurité	36,4	8,1	64,7	11,9
Santé	1,2	1,1	2,8	2,0
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	68,0 \$	40,4 \$	133,6 \$	73,7 \$

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Résultat opérationnel sectoriel total	85,8 \$	80,0 \$	177,9 \$	161,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 11)	(9,6)	(2,4)	(12,7)	(10,1)
Résultat opérationnel	76,2 \$	77,6 \$	165,2 \$	151,1 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	30 septembre	31 mars
	2016	2016
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 812,2 \$	2 627,9 \$
Défense et sécurité	1 293,6	1 234,1
Santé	251,0	253,6
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	1,7	1,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé	753,7	879,5
Total de l'actif	5 112,2 \$	4 996,7 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	759,8 \$	610,8 \$
Défense et sécurité	431,0	513,8
Santé	36,9	47,6
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	0,4	0,1
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 932,6	1 884,1
Total du passif	3 160,7 \$	3 056,4 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits des activités ordinaires				
Produits de simulation	279,9 \$	303,1 \$	559,6 \$	548,7 \$
Formation et services	355,6	313,7	727,5	625,1
	635,5 \$	616,8 \$	1 287,1 \$	1 173,8 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	65,9 \$	51,7 \$	130,6 \$	99,4 \$
États-Unis	243,3	202,2	459,2	405,9
Royaume-Uni	64,0	59,7	129,3	123,0
Allemagne	21,7	24,3	42,2	39,7
Pays-Bas	22,9	16,2	44,2	31,9
Autres pays d'Europe	82,2	92,0	169,1	170,8
Émirats arabes unis	6,2	19,9	25,4	37,0
Chine	29,0	49,1	70,6	90,0
Autres pays d'Asie	67,2	66,4	149,1	107,4
Australie	16,1	12,9	31,9	28,0
Autres pays	17,0	22,4	35,5	40,7
	635,5 \$	616,8 \$	1 287,1 \$	1 173,8 \$
			30 septembre	31 mars
			2016	2016
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé				
Canada			1 039,1 \$	1 002,8 \$
États-Unis			939,5	880,7
Brésil			121,7	100,7
Royaume-Uni			229,8	245,8
Luxembourg			189,2	186,7
Pays-Bas			152,5	121,6
Autres pays d'Europe			271,9	265,3
Pays d'Asie			110,8	114,0
Autres pays			70,1	70,6
			3 124,6 \$	2 988,2 \$

NOTE 15 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	30 septembre	31 mars
	2016	2016
Créances clients et autres débiteurs (note 5)	57,5 \$	42,6 \$
Contrats en cours : actifs	9,6	34,5
Autres actifs	25,8	21,9
Dettes fournisseurs et charges à payer	10,5	20,1
Contrats en cours : passifs	27,5	4,3

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 13,6 millions \$ (14,8 millions \$ au 31 mars 2016) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts de 8,8 millions \$ (0,6 million \$ au 31 mars 2016) échéant en décembre 2017, août 2018 et juin 2026 et portant respectivement intérêt au taux de 11 %, 5 % par année et un taux d'intérêt variable fondé sur le taux EURIBOR majoré de 2,50 % jusqu'en décembre 2016, et par la suite un taux d'intérêt fixe égal au taux de swap Euro à 10 ans majoré de 2,50 %, ainsi que des créances non courantes sans intérêt de 3,4 millions \$ (6,5 millions \$ au 31 mars 2016), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 septembre 2016 et au 31 mars 2016.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits des activités ordinaires	10,8 \$	34,0 \$	29,8 \$	54,0 \$
Achats	0,5	0,3	1,1	1,5
Autres produits	0,5	0,6	0,9	1,3

De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, des transactions s'élevant à 0,4 million \$ (0,7 million \$ en 2016) ont été faites aux prix du marché avec des entreprises dont des membres du conseil d'administration de la Société sont dirigeants. Au cours du premier semestre de l'exercice 2017, ces transactions s'élèvent à 0,8 million \$ (1,2 million \$ en 2016).

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 septembre		30 septembre	
	2016	2015	2016	2015
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,2 \$	1,0 \$	2,8 \$	1,9 \$
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾	0,3	0,2	0,6	0,5
Paiements fondés sur des actions	4,4	2,5	9,5	4,6
	5,9 \$	3,7 \$	12,9 \$	7,0 \$

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.



cae.com